

Si l'instruction n'est pas fixée 3 mois après la présentation.

2. Si, à l'expiration de trois mois après que cette pétition a été présentée, le jour de l'instruction n'a pas été fixé, tout électeur peut, sur sa requête, être substitué au pétitionnaire, aux conditions que le tribunal ou un juge trouve justes."

Entrée en vigueur, causes pendantes.

2. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction, mais il n'affectera pas les contestations d'élection actuellement pendantes.

CHAP. XII.

Acte concernant l'application, par l'Exécutif, des lois de cette province.

[Sanctionné le 21 mars, 1889.]

Préambule.

ATTENDU que, par l'article 65 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il était spécifié (entre autres choses) que tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui,—par tout acte du Parlement de la Grande-Bretagne, ou du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la Législature du Haut Canada, du Bas Canada ou du Canada, avant ou lors de l'Union, étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces, ou pouvaient être par eux exercés, seraient, en tant qu'ils pourraient être exercés après l'Union, relativement au gouvernement d'Ontario et de Québec respectivement—conférés au lieutenant-gouverneur d'Ontario et de Québec respectivement, et pourraient être par lui exercés, sujets néanmoins à révocation ou modification par les législatures respectives d'Ontario et de Québec. (sauf en ce qui regarde ceux existant en vertu d'actes du Parlement de la Grande-Bretagne, ou du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande);

Et attendu que, par l'article 92 du dit acte, il était spécifié que, dans chaque province du Canada, la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets y mentionnés;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Chap. aj. T. 3.
S. R. P. Q.

1. Le chapitre suivant est ajouté après le chapitre premier du titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec :

CHAPITRE PREMIER (A).

DE L'APPLICATION DES LOIS PAR L'EXÉCUTIF.

" 595a. Dans les matières tombant sous la juridiction de la Législature de la province, tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui, relativement à ces matières, étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs des différentes provinces, formant actuellement partie de la Puissance du Canada ou de chacune de ces provinces, ou étaient exercés par eux, d'après leurs commissions, instructions ou autrement, ou lors de l'adoption ou après l'adoption du dit acte, sont et seront (en tant que cette législature a le pouvoir d'agir ainsi) conférés au lieutenant-gouverneur ou administrateur de cette province, pour le temps d'alors et exercés par eux, au nom de Sa Majesté, ou autrement, selon l'exigence du cas ; le tout soumis toujours à la prérogative royale comme auparavant. Pouvoirs
conférés au
lieut.-gouv.
en conseil.

" 595b. L'article précédent est censé inclure le droit de commutation et de pardon des sentences prononcées pour contraventions aux lois de cette province, ou des offenses tombant sous l'autorité législative de la province." Pouvoir de
pardonner les
offenses.

" 595c. Rien de contenu dans ce chapitre ne doit être interprété de manière à impliquer que le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur n'a pas eu auparavant les pouvoirs, attributions et fonctions mentionnés dans les deux articles qui précèdent." Interpréta-
tion.

2. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vi-
gueur.

CHAP. XIII.

Acte concernant les commissions des employés publics.

[Sanctionné le 21 mars, 1889.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les dispositions suivantes formeront la section 1^{re} du chapitre troisième du titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec : Sec. aj. à s.
1. C. 3. T. 3.
S. R. P. Q.